

PAGES SPÉCIALES  
« PARENTS DANS LE VAL D'OISE »

Le magazine de la FCPE  
Pour l'enfant vers l'homme

# la revue DES parents

ISSN 0223-0232

Revue des Parents n° 381  
Avril 2012

## ACTU 95

### Ça suffit comme ça !!

Dans les prochains jours, la campagne des élections présidentielles sera terminée et si nous ne pouvons connaître ce jour les résultats, nous savons que pour l'école publique tout restera encore à faire.

La situation n'aura pas changé : les difficultés et les inégalités seront toujours là. Nous devons continuer à faire entendre notre voix afin que nos propositions soient prises en compte, que la casse de l'école publique, gratuite et laïque soit stoppée et montrer que les parents veulent être réellement associés à la politique de l'Éducation à tous les niveaux.

Nous refusons la **marchandisation de l'éducation**.

Nous refusons la suppression de la carte scolaire ainsi que l'autonomie des établissements et son école à deux vitesses.

Arrêtons ces décisions prises dans des tours d'ivoire sans contact avec la réalité sociale et la réalité des établissements !

Ne comptez pas sur nous pour accepter que nos jeunes soient préparés, éduqués à l'esprit de la société libérale, à la précarité, à la surconsommation et à l'individualisme.

Pour la communauté éducative dont nous faisons partie, aucun doute n'est possible : tous les élèves sont éduquables !

Nous refusons une **éducation au rabais** et les inégalités qu'elle serait incapable de corriger. Face à un socle minimaliste et utilitariste, nous voulons un haut niveau de culture commune pour toutes et tous. La démocratisation ne doit plus être un mot mais des actes et une réalité. La mixité et l'émancipation sociales doivent être portées par des choix politiques clairs.

L'enjeu, c'est la **réussite de toutes et de tous**. Pas un jeune ne doit sortir du système éducatif sans qualification. C'est la mission que le pays doit assigner à son École.

Nos enfants ont besoin pour cela d'enseignants ayant appris leur métier ; nous voulons des enseignants qualifiés, porteurs de connaissances et formés pour les transmettre.

Nous voulons un projet global de société, de transformation sociale, écologique et démocratique. L'École, en tant que pilier de la République sociale, y prend toute sa place. « **Eduquer, Qualifier, Emanciper** », telles sont les missions de l'école laïque et républicaine pour mener à bien le changement nécessaire.

## Sommaire :

**ACTU 95** PAGE I  
et II

**Congrès départemental**  
PAGE III

**Ermont : le mouvement  
s'étend**  
PAGE IV

**Tour de passe-passe**  
PAGE V

**Enseignant expulsable =  
Elèves en danger**  
PAGE VI

**DHG  
Reçus fiscaux 2011**  
PAGE VII

**Elections 2012 : l'éducation  
au cœur des débats**  
PAGE VIII

Directeur de la rédaction : **Bruno Brisebarre**

101 rue du Brûloir – 95000 CERGY Tél : 01.30.32.67.67

www.fcpe95.fr mail : fcpe95.cdpe95@wanadoo.fr

.../....

Dans de nombreux établissements de l'Académie, cette rentrée 2012-2013 se fera dans cette configuration de destruction massive. Avec 458 postes d'enseignants supprimés et 52 classes en moins sur le Val d'Oise cela ne peut en effet être autrement. L'éducation ne doit pas être une marchandise, le service public d'éducation doit être défendu, car c'est le seul qui offre à tous le droit d'apprendre et de comprendre. Nous devons être tous vigilants et regarder autour de nous la situation de chacune de nos écoles, soutenir les enseignants pour obtenir une éducation de qualité pour tous, soutenir les personnels scolaires qui se débattent dans des conditions chaque jour plus mauvaises ...

Le 16 Février dans le Val d'Oise, plusieurs écoles étaient dans une situation inacceptable par manque de remplaçants de professeurs. 3000 enfants étaient sans cours en primaire. Imaginez-vous les premiers jours de la rentrée avec des classes de maternelle comptant 34 élèves par classe et attendant que l'inspecteur vienne vérifier s'ils sont assez nombreux pour ouvrir une classe supplémentaire ?

Dans la chambre d'enregistrement qu'est le Conseil Départemental de l'Éducation nationale (CDEN) le 17 février, l'annonce officielle des suppressions de postes ne nous a pas surpris puisque nous savions déjà à quoi nous attendre. Jusqu'à ce que l'on nous annonce 1408 enfants scolarisés en plus à la rentrée. Nous, nous nous sommes demandés si ces enfants auraient un enseignant et combien ils en auraient au fur et à mesure de l'année.

Arrêtons-nous à l'année en cours.

Pourquoi l'éducation nationale n'a-t-elle pas tenu compte des inscriptions enregistrées ? Cela permettrait aux enfants et aux enseignants de mieux vivre leur rentrée et l'on sait combien le jour de la rentrée compte dans le rapport de l'enfant à l'école. Dans notre département, de nombreuses classes étaient concernées par ce système de comptage de rentrée dans lequel les élèves absents non excusés ne sont pas comptabilisés.

Nous devons nous battre pour un service public d'éducation de qualité dans lequel l'enfant, l'enseignant, le parent... serait pris en considération. Pour que chacun puisse développer ses qualités, apprendre ce qui lui est nécessaire pour être autonome dans sa vie à venir, un système éducatif où l'enfant passe avant la loi de la rentabilité.

Un système où l'enseignant est considéré. Défendons le savoir partagé et accessible à tous. Pour toutes ces raisons, plusieurs rassemblements se tiennent ou se sont tenus organisés par les parents avec toute la communauté éducative.

**Argenteuil** a réuni le Mardi 13 Mars : plus de 500 personnes qui réunissaient toutes les organisations.

**Ermont** a réuni le Samedi 17 Mars : plus de 400 personnes où toutes les organisations étaient présentes.

**Sur Cergy**, une action départementale se tiendra le Samedi 31 Mars organisée avec l'ensemble de la communauté du Val d'Oise.

Au niveau de l'Académie de Versailles, nous demandons un rendez-vous pour début avril au Rectorat car suite au changement de statut de l'Inspecteur d'Académie devenu Directeur Départemental des services de l'Éducation nationale, nous n'avons plus de réponse sur les moyens.

#### **Rencontrons le politique !**

Nous avons saisi l'ensemble des députés et des Sénateurs du Val d'Oise pour leur demander d'arrêter de voter des budgets portant atteinte à l'école publique, laïque et solidaire. Nous ne pouvons voir et entendre certains élus s'étonner de ne pas comprendre ces suppressions de postes alors qu'ils votent les budgets qui les provoquent. Nous avons aussi interpellé les maires des villes les plus touchées.

En conclusion, souhaitons-nous la poursuite d'une politique détruisant l'école ? Voulons-nous que l'école continue à n'être que le reflet des inégalités et qu'une simple machine à fabriquer de la reproduction sociale ?

Ou voulons-nous des changements permettant de rompre avec cette aspiration vers une école marchande, permettant de remettre enfants, enseignants, parents, familles au cœur d'une éducation active et constructive pour tous ?

**Bruno Brisebarre**  
Président de la FCPE 95

## Congrès départemental

Samedi 12 mai 2012

### Lycée La Tourelle à Sarcelles

Le congrès départemental aura lieu cette année le samedi 12 mai au Lycée de la Tourelle 8 Rue Fernand Léger à Sarcelles de 8h30 à 17h30

Pourquoi ?

Au lendemain de l'élection présidentielle et alors que, année après année, l'enseignement public subit des « réformes » constantes qui dégradent le service rendu, il est indispensable que les parents s'investissent plus que jamais dans la scolarité de leurs enfants.

Mais pour y faire quoi ? Cela demande de la réflexion, des échanges d'expérience, des décisions pour l'avenir.

C'est pourquoi un congrès doit vous permettre de:

- ◇ **Rencontrer** vos administrateurs,
- ◇ **Rencontrer** les adhérents des autres conseils locaux,
- ◇ **Partager** vos actions, vos expériences, vos difficultés,
- ◇ **Mener** des actions communes sur le département...

Les liens entre les adhérents d'une commune, d'un territoire et notre instance départementale qui se réunit une fois par mois, doivent être réguliers et les plus étroits possibles.

Votre réalité locale, votre opinion doivent enrichir notre réflexion et influencer sur nos orientations.

Aussi si vous souhaitez poser votre candidature au Conseil d'Administration départemental, c'est le moment.

- ⇒ Contacter le président de votre conseil local ou de votre coordination qui a reçu la déclaration en mars
- ⇒ Allez sur notre site : <http://www.fcpe95.com/> et récupérer la déclaration de candidatures

Sylvie Fromentelle



## ERMONT : le mouvement s'étend

400 personnes ont manifesté dans les rues d'Ermont ce samedi 17 mars pour dénoncer la baisse des moyens pour les écoles, collèges et lycées de la ville, et revendiquer une école de qualité.

400 personnes, c'est considérable pour la ville d'Ermont, et pour beaucoup c'était la première manifestation. Pour tout le monde, il s'agissait de mettre au placard la fatalité et la résignation, et de relever la tête face aux coups portés à nos écoles.

Tout a commencé début février, quand le volume de la DHG a été annoncé au collège Jules Ferry d'Ermont. Colère des enseignants qui ont immédiatement contacté les parents d'élèves et annoncé une journée "collège mort" pour le 3 février.

Les parents d'élèves FCPE du collège dénoncent depuis des années la baisse continue de la DHG et votent contre depuis 6 ans. Depuis 3 ans, la FCPE a entraîné les enseignants sur un vote de rejet, et l'an dernier les autres élus nous ont rejoints dans un rejet unanime. Donc cette année à l'annonce de la journée collège mort, la FCPE a invité tous les parents à se présenter à la grille du collège pour montrer leur soutien. Par -8 degrés dehors, 70 adultes se sont rassemblés le vendredi 3 février matin. Tous ensemble, nous avons alors décidé de créer une mobilisation plus vaste.

La première étape a été de contacter les autres établissements de la ville : l'autre collège, le lycée, et les 6 écoles primaires. Tous ces établissements ont immédiatement répondu présent. Un collectif, nommé "Jules Ferry", s'est organisé, a mobilisé tous les enseignants et tous les parents, a édité des tracts à destination de la population, sur les marchés, à toutes les gares, ceci à plusieurs occasions.

Le collectif a établi sa liste de revendications pour chaque école, collège et lycée de la ville. Le collectif rencontre les élus nationaux (Mr Portelli, Sénateur, et Mr Bodin, Député), pour leur demander d'agir auprès du ministre et d'obtenir les moyens qui nous manquent. Nous ne voulons pas des moyens au détriment des autres villes et des autres établissements, nous voulons des moyens supplémentaires pour l'éducation !

Le collectif Jules Ferry suivra l'affaire de près, tiendra tout le monde informé, et continuera de se mobiliser jusqu'à satisfaction de ses revendications !

Vous pouvez suivre la vie du collectif sur le site suivant :

<https://sites.google.com/site/informationauxparentsdermont/>

**Philippe Renou**



## Etats généraux de l'école publique dans le Val d'Oise 1er et 2 juin 2012 à Eragny

Ils se tiendront pour la deuxième édition

les vendredi 1<sup>er</sup> et samedi 2 juin 2012  
à Eragny sur Oise au Gymnase de la Butte,  
route de Pierrelaye à Eragny.



### Cours de magie à l'éducation nationale : un tour de passe-passe et le compte est bon

1408 élèves supplémentaires sont prévus pour cette rentrée 2012. Les chiffres réels sont toujours supérieurs à la rentrée.

Le ministère dans le cadre de la RGPP et du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 demande que 28 postes en primaire soient purement et simplement supprimés.

Il fut aussi noter que le 95 est moins touché à cause de l'augmentation importante de la population scolaire dans le département.

51 fermetures de classes sont prévues contre 48 ouvertures pour 1408 élèves.

Il reste donc un solde de 3 fermetures avec 28 postes supprimés.

D'où viennent les 25 postes restants ?

Pour suivre les promesses du Président de la République de ne pas fermer de classes dans le primaire, ce sont les postes de soutien et d'aides spécialisées qui servent de variable d'ajustement.

Les suppressions de postes en RASED se voient moins que des fermetures sèches de classe et touchent essentiellement les enfants les plus fragiles au niveau scolaire et social.

L'égalité pour la réussite de tous n'est plus à l'ordre du jour depuis plusieurs années avec les réformes et les suppressions de postes massives dans le second degré et en particulier dans les lycées professionnels, dans les zones rurales ...

La volonté de généraliser l'apprentissage dès 14 ans nous fait reculer de 50 ans et nous voyons le renforcement d'une école à deux vitesses.

Plusieurs actions ont déjà eu lieu, d'autres s'organisent pour dénoncer cette destruction systématique et massive de l'école de la République.

La FCPE du Val d'Oise s'associe à l'ensemble de la communauté éducative et est partie prenante de toutes les mobilisations actuelles et à venir.

**Laurent Jolly**

## Enseignant expulsable = Elèves en danger

Le lycée Camille Saint-Saëns de Deuil-la-Barre a connu une fin de janvier et un début de février particulièrement agité.

Le 24 janvier dernier Monsieur SFAXI, enseignant en sciences économiques et gestion a reçu un avis défavorable pour sa demande de changement de statut « étudiant » à « vie privée et familiale ».

Le changement sollicité devait notamment permettre à Monsieur SFAXI de pouvoir assumer en toute régularité les missions qui sont les siennes au sein de l'Education Nationale en travaillant à plein temps et non simplement 20h par semaine comme le limite le statut d'étudiant.

Ce professeur enseigne au lycée Camille Saint-Saëns de Deuil-La Barre depuis deux ans, établissement dans lequel il donne entière satisfaction aux autorités académiques. Il est très apprécié également par ses élèves et leurs parents.

Cet enseignant a été recruté, afin d'assurer l'enseignement d'une matière « l'économie gestion » qui connaît un déficit de professeurs exerçant cet enseignement sur le rectorat de Versailles.

La décision de la préfecture de police de Paris de refuser à ce ressortissant tunisien son titre de séjour apparaît incompréhensible et ne repose sur aucune raison objective. Elle n'est que la conséquence des dernières décisions ministérielles de chasse aux étudiants étrangers pour atteindre des objectifs chiffrés aussi injustes, qu'incohérents. Elle entraîne des conséquences familiales et humaines dramatiques, la cession du contrat liant Monsieur SFAXI à l'Education Nationale avec perte de salaire et une rupture soudaine des cours d'économie-gestion dans plusieurs classes de cet établissement et notamment pour des dizaines d'élèves devant passer le baccalauréat en fin d'année scolaire.

Le Réseau d'Education Sans Frontières, ses membres des départements de Paris (où réside l'enseignant) et du Val d'Oise (où il travaille) très rapidement averti par Monsieur SFAXI de cette situation s'est mis en mouvement et a lancé une large mobilisation via ses multiples réseaux associatifs et d'élus.

Le Réseau d'Education Sans Frontières, ses membres des départements de Paris (où réside l'enseignant) et du Val d'Oise (où il travaille) très rapidement averti par Monsieur SFAXI de cette situation s'est mis en mouvement et a lancé une large mobilisation via ses multiples réseaux associatifs et d'élus.

C'est pourquoi, le jeudi 2 février les élèves du lycée Camille Saint-Saëns, dont la scolarité est aujourd'hui compromise, ont organisé un blocus afin de montrer leur soutien à leur enseignant Monsieur SFAXI. Pour ne pas nuire à leurs camarades qui passaient des épreuves de Bac, un passage leur était fait. De cette manière ils ont pu rentrer dans l'établissement.

Les forces de police (police nationale et municipale) qui étaient présentes sur le terrain n'ont dans un premier temps pas agit et un dialogue existait. Certes, un ou deux éléments extérieurs sont intervenus mais fallait-il pour autant appeler une brigade d'intervention ? NON, la violence qui a été déployée était telle que certains élèves ont été choqués. D'autres ont dû se rendre à l'hôpital et deux interpellations ont eu lieu.

Quelle image ces jeunes vont-ils retenir des autorités publiques :

- Des flashs Ball tirés et blessant leurs camarades
- Des élèves sauvagement mis à terre et frappés

Une force surdimensionnée utilisée face à des jeunes qui voulaient simplement que leur enseignant puisse leur faire cours.

Devant tant d'injustice et de violence, les élèves ont organisé un second blocus le lundi 6 février. Cette fois-ci les parents d'élèves qui avaient pu être informés à temps sont venus et ont joué un rôle important puisqu'ils ont pu par leur simple présence établir un dialogue permanent entre les élèves et la police qui était cette fois-ci en petit nombre un dialogue. Tout est rentré dans l'ordre fin de matinée. BRAVO AUX PARENTS PRESENTS !

Heureusement, grâce à la grande mobilisation de chacun RESF – parents – enseignants – associations qui par la presse, les pétitions et les différentes interventions auprès de la préfecture de Paris mais aussi du Val d'Oise Monsieur SFAXI a pu voir régulariser son titre de séjour et être réintégré dans l'Education Nationale.

Les élèves ont fait un accueil chaleureux à leur enseignant, ses collègues étaient, eux aussi, satisfaits de le voir réintégrer l'établissement.

**Manuel Alvarez  
Cathy Court**

## Point sur les Répartitions horaires et les petits arrangements avec les procédures...

Les nouvelles dotations horaires pour la rentrée 2012-2013 sont désormais connues. Comme nous pouvons-y attendre, les suppressions d'heure, d'options, d'aides, ... se poursuivent et avec elles, ce sont les conditions d'accès à la connaissance de nos enfants qui s'en trouvent encore un peu plus entravées.

Autre conséquence de cette politique désastreuse, le nombre d'enfants, le nombre d'élèves par classe continue de progresser, mettant tout le monde sur un pied d'égalité autour d'un seuil situé vers les trente élèves par classe, quelques que soient les conditions, quelques que soient les difficultés. Certains diront que nous n'y sommes pas encore... pas tout à fait ... nous nous en approchons pourtant dangereusement et cela pourrait devenir une réalité collective si les suppressions annoncées se poursuivaient. Et même si le Val d'Oise paie un tribu un peu moins lourd cette année que nos voisins d'île de France ou de certaines régions, cela n'est pas sans répercussion pour l'avenir de nos enfants. C'est bien ce qui a déclenché les mobilisations sur Argenteuil, Bezons, Ermont, Beauchamp, ... et ce qui va encore en déclencher dans les semaines à venir.

Chacun de nous, dans le collège ou le lycée où nous sommes présents, a donc pu faire les comptes de ce qui sera maintenu, de ce qui va changer, de ce qui va disparaître. Un nombre important de refus a donc été enregistré, des motions pour réclamer les moyens manquants ont été déposées, avec à la clé une seconde convocation du conseil d'administration, le plus souvent sanctionné par un second refus.

Du moins cela devrait être le cas car devant les incertitudes, devant le peu de marge à la disposition de l'inspection pour faire face aux demandes, ces dotations horaires sont soumises à variation. Ainsi certains établissements ont fait le choix de ne pas faire voter les répartitions, et de les proposer uniquement à des fins de consultation ou d'information. Et dans une proportion importante, certains conseils d'administration n'ont toujours pas été réuni pour examiner ces répartitions... certes le délai légal pour voter court jusqu'au mois de juin mais à ce compte-là, les instances comme les procédures démocratiques qui ont vocation à faire respecter nos droits n'auront plus de raison d'être et une fois encore, cela portera préjudice à toute la collectivité scolaire, à commencer par nos enfants. Il y a donc non seulement nécessité mais urgence à réclamer la tenue de ces conseils d'administration sur cette question des DHG !

C'est pourquoi nous appelons tous nos conseils locaux à nous faire connaître la situation de leur établissement vis à vis de ces dotations horaires. Y-a-t-il eu une commission permanente ? Le conseil d'administration a-t-il eu lieu ? Quels sont les changements annoncés pour l'année prochaine, s'il y en a ? Que reste-t-il des aides individualisées ? Quels sont les effectifs annoncés par niveau et par classe ? En particulier pour les lycées, y-a-t-il des suppressions d'options et comment s'organisent les répartitions entre établissement ? Et le cas échéant, quelles ont été les demandes faites par les équipes enseignantes et les parents ? ... Quelles que soient la décision prise et les conditions de présentation, nous avons besoin de vos retours pour pouvoir agir et faire reconnaître nos droits, nous ne pouvons qu'agir collectivement afin que ces situations malsaines ne deviennent pas de mauvaises habitudes...

**Laurent Desert**



## Reçus fiscaux 2011

Les reçus fiscaux pour 2011 ont été envoyés en mars.

Ils n'ont pu être faits que si votre adhésion est arrivée avant le 31 décembre 2011 au CDPE du Val d'Oise.

Contrairement aux années précédentes, ils ont été envoyés aux présidents des conseils locaux et non aux trésoriers.

N'hésitez pas à les contacter si vous n'avez rien.



Dans la perspective des prochaines échéances électorales, le Comité régional Ile-de-France de la FCPE ouvre une plate-forme de débats destinée à favoriser l'expression et l'information de ses adhérents et sympathisants.

En vous connectant à [www.elections2012.fcpe-idf](http://www.elections2012.fcpe-idf), vous pouvez :

- **Contribuer** à la réflexion sur le service public d'éducation.
- **Etre informé** de l'évolution du débat sur l'avenir du système éducatif.
- **Prendre connaissance** des programmes pour l'école des différents candidats.
- **Découvrir et approfondir** les problématiques de l'éducation à travers des avis d'experts.
- **Participer** à l'interpellation des candidats et de leurs représentants.
- **Donner de l'écho** aux positions défendues par la FCPE.

**Lieu d'échange et de débat d'idées sur les questions d'éducation**, [elections2012.fcpe-idf](http://elections2012.fcpe-idf) est alimenté par les contributions de spécialistes de l'éducation, des CDPE (Conseils départementaux des parents d'élèves), de Conseils locaux, d'adhérents ou de citoyens. Chaque utilisateur identifié de la plate-forme peut commenter librement les contributions déjà en ligne, ou contribuer lui-même.

**Organisés autour de 12 thèmes**, les débats proposés portent sur les grandes questions qui animent régulièrement la communauté éducative.

- |  |                                  |
|--|----------------------------------|
| ● <b>Education et service public</b>               | ● <b>Orientation et parcours</b> |
| ● <b>Organisation et compétences territoriales</b> | ● <b>Activités périscolaires</b> |
| ● <b>Eduquer tous les enfants</b>                  | ● <b>Restauration</b>            |
| ● <b>Rénovation pédagogique</b>                    | ● <b>Place des parents</b>       |
| ● <b>Rythmes scolaires</b>                         | ● <b>Fichage et fichiers</b>     |
| ● <b>Vivre et étudier à l'école</b>                | ● <b>Santé</b>                   |

*Afin de prévenir tout dérapage et de conserver à la plate-forme le caractère indispensable à l'expression sereine des idées, l'équipe en charge de la modération se réserve le droit de publier ou non les messages qui lui sont adressés. Les contributions et commentaires n'apparaissent donc pas en ligne instantanément.*

